

Déclaration FSU

CSE du 9 Avril 2021



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Mme la Présidente

Mme et M. les membres du CSE.

Ce qui devait arriver, arriva ! Nous voilà au 3^{ème} confinement et contrairement à ce qu'il avait laissé entendre, le gouvernement a décidé de refermer les écoles, collèges et lycées et d'un alignement forcé des vacances pour l'ensemble des écolier.e.s. S'enfermant dans le déni des difficultés concrètes que pose la crise sanitaire dans les écoles, le ministère de l'Education nationale porte une lourde responsabilité dans cette situation. Il aurait été possible de faire autrement comme n'a cessé de le réclamer la FSU.

J.M. Blanquer a prétendu que les protocoles étaient suffisants là où tout indiquait que depuis plusieurs semaines les cas de COVID-19 se multipliaient dangereusement dans les établissements scolaires. La politique de tests, trop limitée, a été défailtante et rien n'a été fait pour améliorer le bâti, en particulier les possibilités d'aération.

La diminution du nombre d'élèves par classe n'a pas été généralisée alors qu'on aurait pu fonctionner en petits groupes, si des recrutements supplémentaires suffisants avaient été programmés et des réquisitions de locaux effectuées.

Le Ministre n'a donc pas voulu agir pour répondre aux alertes des personnels de terrain. Il en est de même pour F. Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, les universités rencontrant les mêmes problèmes de rénovation et d'équipement des bâtiments, toujours pas résolus alors que la crise sanitaire dure depuis plus d'un an !

Encore une fois, cette annonce brutale de fermeture des écoles, traduisant le manque de discernement et de prévoyance de ce gouvernement, a plongé l'ensemble de la communauté éducative dans le désarroi et les a sommés de s'adapter dans l'urgence pour assurer « la continuité pédagogique ». J.M Blanquer continue ainsi de mépriser l'engagement au quotidien des personnels. Comme pour les universités, aucun enseignement n'a été tiré depuis un an.

Le ministre de l'Éducation Nationale n'a fait preuve d'aucune anticipation. Il a soumis les personnels à une situation d'impréparation identique à celle de l'an dernier. Aucun temps n'a été accordé aux équipes pour s'organiser. L'objectif et les modalités de cette semaine « d'enseignement en distanciel » n'ont pas été clarifiés.

Pas plus que l'an dernier, les moyens techniques n'ont été assurés ; nous en voulons pour preuve ce formidable embouteillage de connexion sur les ENT qui a fait bugger l'ensemble du système dès le premier jour dans de nombreuses régions, et les difficultés de connexions qui ont perduré sur toute la semaine. Le ministre a encore usé de stratagèmes pour justifier son manque d'anticipation et le manque de moyens !

Pour la FSU, ce qui s'est mis en place cette semaine, ce n'est pas l'école, le collectif de travail et d'apprentissage auquel nous sommes attaché.e.s. Malgré, encore une fois, l'engagement sans faille des équipes pluriprofessionnelles qui font au mieux dans ces circonstances, il est de la responsabilité du ministère de pallier les difficultés rencontrées par les personnels et les élèves. Il doit tout mettre en œuvre pour un retour rapide de toutes et tous à l'École.

L'engagement de recrutement doit se concrétiser désormais rapidement, et des aménagements doivent être mis en place pour relâcher la pression sur les élèves et les enseignant.e.s, par des décisions rapides sur l'aménagement des programmes, des PFMP et des examens.

De plus, le ministère doit profiter de cette période de fermeture des écoles pour mettre en œuvre les conditions nécessaires à la réouverture des écoles et des établissements. Cela passe par le contrôle du CO2 dans les salles, une politique de test/traçage/isolément à la hauteur, des masques gratuits pour les élèves et les personnels, la vérité sur les chiffres, des moyens humains et financiers immédiats.

Enfin, la priorisation de la vaccination pour les personnels doit être effective et le ministère doit fournir un calendrier précis... Nous attendons des réponses rapides et claires du ministère à nos demandes et avant la reprise des cours fixée au 26 avril 2021.

Dans les universités, le taux de présence sur site n'arrive même pas à 20 % comme le souhaitait la ministre F. Vidal. Faute de moyens et de postes, une grande majorité des enseignements se fait encore à distance et les examens commencent à basculer également à distance.

Nous le savons maintenant, les premières victimes de cette impréparation, sont les plus fragiles, les enfants et familles issus des milieux les plus modestes qui cumulent toutes les difficultés : manque d'équipement informatique, problème de connexion, locaux exigus, difficultés pour suivre et accompagner leurs enfants dans cet enseignement à la maison.

Pour répondre aux inégalités qui se creusent, pallier les décrochages des élèves et étudiant.e.s et anticiper une possible poursuite de la crise sanitaire, le ministère doit mettre en pause des dispositifs imposés par ses réformes et coûteux en heures (Co intervention, chef d'œuvre par exemple) et faire de l'accompagnement personnalisé un réel outil de remédiation pour les élèves. C'est une des voies pour assurer le renforcement de l'enseignement et améliorer les conditions de sa mise en œuvre.

Plus globalement, il est temps que les deux ministères du système éducatif mettent tout en œuvre pour que la rentrée prochaine se fasse dans le respect des conditions sanitaires et en accueillant les jeunes dans les établissements scolaires et les universités. Ils doivent décider d'un réel plan d'urgence pour l'école et l'université afin de les doter de moyens exceptionnels dès la rentrée de septembre.

Enfin, la FSU a alerté à de nombreuses reprises sur les dangers de la réforme de la formation des professeurs, dont celui de la réduction du nombre de places en master MEEF et de postes aux concours. Sa mise en place nous le confirme et des étudiant.e.s sont actuellement dans une impasse faute de places en master MEEF. En effet, la volonté du ministère de favoriser massivement l'alternance en Master MEEF conduit certains INSPE à calibrer leurs capacités d'accueil sur les capacités d'accueil d'alternant.e.s par l'Éducation nationale. Cette perversité se glisse jusque dans la réduction du nombre de postes à certains concours.

Ainsi, quelle ne fut pas notre surprise de voir que le ministère n'ouvrirait pas de concours de recrutement de professeur.e.s des écoles supplémentaires à Versailles et à Créteil, le nombre de places ouvertes serait largement réduit au profit des futur.e.s étudiant.e.s contractuel.le.s.

S'il était encore nécessaire de produire une démonstration pour prouver que l'objectif de cette réforme, est d'abord et avant tout, de faire des économies de moyens sur le dos des étudiant.e.s et des élèves qui leur seront confiés, voilà qui est fait.

Il est encore temps d'abandonner cette réforme, dénoncée par l'ensemble des organisations syndicales, pour en envisager une autre qui permette à toutes et tous les étudiant.e.s de bien se former au métier de professeur.

En tout état de cause, nous rappelons notre demande de disposer de la répartition du nombre d'alternant.e.s contractuel.le.s par académie et par degré d'enseignement.